

## LES GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTION 2005-2015

## LES GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTION 2005 - 2015

### LE DEFI

Le défi du développement du secteur de l'alimentation en eau potable à l'horizon 2015

Selon le classement par mode d'approvisionnement en eau potable réalisé à partir des données du RGP 2002, la population cible du secteur de l'hydraulique rurale représenterait environ 6.000.000 de personnes, soit 83% de la population totale du Bénin<sup>1</sup>.

Pour mieux faire ressortir les besoins d'équipement, selon les normes en vigueur, la population classée comme rurale, dont seulement 35 % a accès à l'eau potable, peut être répartie ainsi qui suit :

2.720.000 de personnes vivent dans 2620 villages dont la taille est inférieure à 2000 habitants ;

2.910.000 autres sont dans 880 villages de taille comprise entre 2000 et 10000 habitants ;

360.000 personnes vivant dans de 22 petites localités de plus de 10.000 habitants mais non équipée par la SBEE<sup>2</sup>.

A l'horizon 2015, la population du Bénin passera de 6.855.541 habitants en 2002 à près de 11.000.000. Si les conditions actuelles de répartition de la population (87,5% en milieu rural) et de desserte en eau potable (35%) se maintiennent, le nombre de personnes vivant en milieu rural sans accès à l'eau potable connaîtra un accroissement spectaculaire et s'élèverait à environ 8.000.000 d'individus.

Partant de ce constat, le défi qui se présente pour le secteur de l'hydraulique est de d'approvisionner en eau potable au moins la moitié de cette population sans accès à l'eau potable, c'est-à-dire 4.000.000 de personnes entre 2004 et 2015, et de s'engager pour la réalisation les Objectifs de Développement du Millénaire.

Le Bénin propose de relever ce défi en développant des actions autour de trois axes stratégiques :

Accélérer la couverture de la desserte en eau potable pour approvisionner environ 4.000.000 de personnes ;

Assurer la durabilité des investissements

Augmenter l'impact des investissements réalisés dans le secteur.

---

<sup>1</sup> Cf. Budget Programme 2004-2006, DH, septembre 2003 ; INSAE, 2002.

<sup>2</sup> Société Béninoise d'Electricité et d'Eau (SBEE), remplacée dans le domaine de la distribution de l'eau par la SONEB (Société Nationale des Eaux du Bénin) pour compter du 02 Janvier 2004 au terme du décret n°2003-203 du 12 Juin 2003.

## LES GRANDES LIGNES DU PLAN D'ACTION

### ACCELERER LA DESSERTTE

#### Augmenter la capacité d'exécution du secteur (Fiche projet 1)

Renforcer les capacités de la DGH pour se recentrer sur ses fonctions régaliennes

La DGH fixe les normes et réglementations, définit la stratégie, établit la planification au niveau national à partir des plans de développement communaux et la gestion de la base de données. L'amélioration de l'efficacité de la DGH doit permettre d'augmenter la capacité d'exécution du secteur.

La DGH sera responsable de définir des outils et d'organiser l'information pour les différents acteurs impliqués dans le développement du secteur de l'eau en milieu rural et les centres semi urbains. Les SDH auront ensuite le rôle d'explicitier les outils au niveau local. Les outils sur lesquels la DGH aura à travailler sont essentiellement :

L'élaboration d'un manuel de procédure pour les maires (US\$ 40,000)

Mise en place d'un système de collecte pour l'actualisation de la base de données (US\$ 20,000)

L'élaboration des critères de sélection des « bons projets » (US\$ 5,000)

Des contrats de type générique pour la gestion des ouvrages d'eau (simples ou complexes) (US\$ 50,000)

DAO simplifiés

Fiche d'aide à la décision pour évaluer les offres des entreprises et bureaux d'études

L'élaboration d'un processus de communication interne pour améliorer le partage des informations dans la DGH et entre la DGH et les SDH (US\$ 20,000)

Pour développer ces différents outils la DGH pourra faire appel à des consultants. L'élaboration de ces outils est indispensable pour la réussite d'un réel transfert des compétences.

Pour répondre à ces nouvelles tâches les profils du service de développement communautaire devront être revus intégrant plus des profils avec une expérience dans la conception des activités, une expérience institutionnelle, dans la conception des modules de formation.

#### Financements à inscrire dans le budget programme (Coût sur 1,5 an) : US\$ 135,000

Renforcement des services déconcentrés

Le rôle des SDH est de faire respecter la stratégie et pour se faire d'être appui conseil auprès du préfet de département et des communes. Les SDH explicitent au niveau local les outils élaborés par la DGH (et avec leur concours). Les acteurs intervenants dans le secteur (ONG, secteur privé) devront connaître le manuel de procédure et les grands axes de la stratégie.

Pour jouer ce rôle des formations sont prévues dans le budget programme pour renforcer les capacités des SDH en particulier sur les tâches suivantes : collecte d'information et fonctionnement de la base de données, procédures d'appel d'offres, service financier, contrôle, suivi, ...). Les compétences proviennent en majorité du redéploiement de personnel de la DGH et du recrutement

#### Financements à inscrire dans le budget programme (Coût sur 3 ans) : 340,000 US\$

Former les communes sur leur rôle de maître d'ouvrage

Le rôle des communes est celui de maîtrise d'ouvrage. Elles auront pour rôle d'inscrire la demande pour l'alimentation en eau potable dans les plans de développement communaux de façon systématique et de rechercher les financements pour la réalisation (budget programme ou autre source de financement)

Les communes devront disposer d'un personnel minimum :

un comptable,  
un ingénieur/technicien et  
un profil de sciences humaines.

Des appuis sont à mettre en œuvre pour la formation de ce personnel.

**Financements à rechercher pour le fonctionnement annuel d'une commune : US\$ 60,000**

#### **Promotion du secteur privé (Fiche projet 2)**

L'utilisation de matériel moins sophistiqué pour la réalisation des forages (tubage à l'avancement, technique du battage dans le sédimentaire) devrait permettre aux entreprises locales de s'équiper à meilleur coût et augmenter la capacité de répondre à la demande.

**Financements à rechercher pour un projet de démonstration : 500,000US\$**

Le secteur privé sera soutenu pour améliorer et valoriser les ouvrages de types familiaux. On testera aussi les méthodes à faible coût pour améliorer la potabilité de l'eau et susciter l'intérêt du secteur privé pour appuyer ces actions. Une recherche sera entreprise pour la mise au point d'une méthode de potabilisation de l'eau facilement utilisable par les communautés. Un projet pilote sera élaboré pour la mise en œuvre de la valorisation des ouvrages familiaux en faisant appel au petit secteur privé.

Un ingénieur pour promouvoir ce type d'activité pourrait être identifié (redéploiement de personnel) à la DGH et des fonds pour la promotion et le suivi de ces activités dans trois ou quatre régions pilotes devront être mis en place pour une période de deux années.

**Fonds à rechercher pour un projet de démonstration sur 2 ans : US\$ 500,000**

La possibilité de diversifier les sources de financement en ayant recours au secteur privé (accès au crédit bancaire et au secteur privé pour le financement des investissements)

Une étude sera entreprise pour étudier les possibilités de favoriser l'accès au système bancaire pour le secteur privé et les communautés. L'étude devra définir des outils pour permettre un accès au crédit, pour le financement des investissements (ou de la contribution financière) ou des grosses réparations et des outils qui permettraient aux institutions bancaires de recouvrer leurs fonds.

Le secteur privé sera sollicité pour participer aux investissements contre une participation à la gestion des ouvrages. Pour ce faire un consultant pourra être sollicité pour appuyer une commune pour préparer les dossiers.

**Financements pour consultation (sur 2 ans) : US \$ 50,000**

#### **La construction des points d'eau (Fiche projet 3)**

Les scénarii pour la construction des points d'eau sont décrits dans la stratégie.

Le tableau suivant montre le taux de desserte qui pourrait être atteint en 2015 si les principes de la stratégie actualisée sont appliqués. La valorisation et l'appui pour le développement et l'amélioration de solutions familiales restent importants pour que l'ensemble des quelques 4 millions de personnes à desservir pour atteindre les objectifs de développement du millénaire soient servis.

Equipement	Nb population desservie 2004***	Nb points d'eau 2004	Taux de desserte (%) 2004	Nb points d'eau construits 2005-2015	Nb Population desservie 2015**	Taux de desserte (%) 2015**
FPM	1 337 000	5 348				
FPM fonctionnels	10 69 500	4 278	19	6 000	1 500 000	38
PM	740 750	2 963	13	900	225 000	6
AEV	252 000	144	5	400	100 000	3
PEA	10 250	41	0			
Réhabilitations	500 000	2 000	0	3 850	962 500	25
<b>Totaux partiels</b>	<b>3 909 500</b>	<b>14 774</b>	<b>37</b>	<b>11 150</b>	<b>2 787 500</b>	<b>71</b>
Valorisation ou construction d'ouvrages familiaux*		4 800				30

\* Sources EDSB, 2001

\*\* Par rapport a la population à desservir d'ici 2015 (3 900 000)

\*\*\* 1 point d'eau = 250 habitants

Données de base

- 700 pt d'eau par an	Population totale : 6 700 000
- 3 900 000 personnes à desservir d'ici 2015	Population rurale (83%) : 5 561 000
- 15 600 points d'eau à construire	

**Coût pour l'exécution des ouvrages sur dix ans : US\$ 149 millions**

## ASSURER LA DURABILITE DES INVESTISSEMENTS

### Professionnalisation de la gestion des systèmes (Fiche projet 4)

Le principe de base de la gestion des ouvrages est la délégation pour tous les types d'ouvrages. La stratégie testera dans deux départements et 3 ou 4 communes (à définir) la mise en place d'une organisation pour améliorer et professionnaliser la chaîne de maintenance pour les ouvrages d'eau (AEV et FPM et puits). Il est proposé d'identifier des gestionnaires qui auront à gérer un parc d'ouvrage à partir d'un contrat (type affermage) passé avec les communes (approvisionnement en pièces détachées, réparations et gestion des fonds de la vente de l'eau). La réhabilitation des ouvrages sera intégrée dans le contrat passé avec les gestionnaires. Afin d'appuyer ce projet pilote un fonds sera mis en place pour réhabiliter si nécessaire les forages de la zone du projet pilote (soufflage, essais de débit). (Dans les textes les forages et leur amélioration relève de la commune ou de l'Etat).

Il est proposé de développer un projet pilote d'une durée de deux ans afin de tirer les enseignements et d'étendre le modèle testé.

**Financement à rechercher pour le projet de démonstration (sur deux ans) : US\$ 250,000**

Test d'une pompe à moindre coût

Il est proposé de tester une pompe à moindre coût fabriquée au Ghana sur les puits et les forages sur environ 30 sites. L'intérêt de ce type de pompe est qu'elle pourrait être achetée, si le test est concluant directement par le secteur privé et les communautés. Un projet pilote sera élaboré et développé avec l'appui de spécialiste de ce

type de pompes. Le projet pilote financera les actions d'accompagnement. Un voyage d'étude au Ghana à l'usine de Tema où sont fabriquées les pompes à faible coût est à prévoir

**Financement à rechercher pour le projet de démonstration (sur deux ans) : US\$ 200,000**

**Fonctionnement d'une base de donnée unifiée et partagée entre les différents utilisateurs pour pouvoir suivre la couverture**

Pour assurer la durabilité des investissements, la nécessité d'un suivi permanent est nécessaire. Ce suivi permettant d'entreprendre des actions d'amélioration et d'améliorer la planification. Il s'agira de rendre la base fonctionnelle en mettant en place un système de collecte des données et de former le personnel des différents niveaux (SDH, DGH) à l'utilisation de la base de données

**Financement à inscrire au budget programme pour les formations / information sur 10 ans : US\$ 5,000/SDH/an**

**Rendre fonctionnel le cadre de concertation à différents niveaux (central, départemental, intercommunal et communal)**

Afin d'organiser les intervenants du secteur, il est important de mettre en place un cadre formel de concertation qui servira à améliorer la circulation et l'échange d'informations et à l'harmonisation des approches dans les départements.

**Financement à inscrire au budget programme pour sur dix (10) ans : US\$ 125,000**

Intégrer les aspects genre à toutes les étapes des programmes d'alimentation en eau

Le processus de recrutement à tous les niveaux DGH, SDH, ONG, secteur privé, comité de gestion, AUE) et pour tous les postes y compris les postes de responsabilité prendra en compte les aspects genres. Les short-lists devront comprendre des hommes et des femmes et à niveau de compétence égal des femmes pourront être retenues pour les différents postes.

Tous les modules de formation devront inclure des outils pour développer l'approche genre à toutes les étapes d'un programme eau.

Des points focaux « genre » seront augmentés et étendu aux ONG, aux SDH. Du temps pour la coordination des activités genre sera prévu dans le planning de travail des points focaux. Des formations sont à prévoir pour les points focaux.

**Financement à inscrire au budget programme pour des évaluations et formations annuelles : US\$ 30,000**

**AUGMENTER L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS (Fiche projet 5)**

**Développer une campagne d'information à grande échelle pour faire connaître la stratégie pour le développement du secteur de l'eau potable en milieu rural :**

Un spécialiste de communication sera recruté après appel d'offres par la Direction de Développement stratégique.

Une stratégie d'information sera développée pour faire connaître la nouvelle stratégie de développement du secteur et le plan de communication sera orienté vers les différents acteurs du secteur (différents départements ministériels intervenants dans le secteur de l'eau, décideurs techniques et politiques, techniciens, maires et

personnel communal, les services déconcentrés, le secteur privé et les communautés). Des outils de communication seront développés à cet effet et une agence spécialisée en matière de communication sera engagée pour développer les outils et les activités de communication. La stratégie de communication devra développer des outils pour rendre fonctionnel le cadre de concertation à tous les niveaux.

**Financements à rechercher pour la préparation et la réalisation d'une campagne de communication : US\$ 143,500**

Organiser la promotion de l'hygiène par des campagnes de marketing social

Des contacts seront à établir avec la DHAB pour conduire des campagnes de marketing social sur des points spécifiques : potabilisation de l'eau des puits et des citernes, l'hygiène autour du point d'eau, la promotion des ouvrages d'assainissement autonome dans les ménages, le lavage des mains avec du savon. Pour chacune de ces campagnes des outils de communication sont à élaborer en fonction des cibles visées et des agences spécialisées auront la charge des campagnes de communication. On cherchera à associer le secteur privé pour le financement de ces campagnes de promotion. Des liens seront à établir avec les programmes de communication à développer au niveau communal.

**Financements annuels à prévoir pour les activités de promotion à l'hygiène : US\$ 15,000**

**Etablir des liens avec les structures spécialisées afin de développer des actions de prévention contre le SIDA**

Des formations et recyclages seront à organiser de façon systématique dans les programmes d'alimentation en eau pour le personnel de l'administration, des ONG et des entreprises privées (en particulier le personnel des ateliers de forage).

Les modules de formations élaborés par la DGH devront contenir un module de prévention contre le SIDA et les outils à confectionner pour les communes devront également contenir une fiche d'information sur la prévention contre le SIDA.

**Financements annuel à prévoir pour les activités IST/SIDA: US\$ 3,000**

Prendre en compte les aspects sociaux dans les programmes d'alimentation en eau

#### Ecoles et centres de santé

Les communes identifieront les écoles et centres de santé existants qui n'ont pas de points d'eau ou dont le point d'eau n'est plus fonctionnel. L'aménagement de points d'eau dans ces écoles et centres de santé devra figurer dans le plan de développement communal. Il est de la responsabilité des communes de faire construire des points d'eau dans les écoles et les centres de santé au moment de leur construction.

Un financement sera mis en place dans le budget programme pour la réalisation de ces points d'eau. Le budget programme prévoira la construction de 50 points d'eau (30 forages et 20 puits) par an (2005-2015) pour les écoles et les centres de santé. Les associations de parents d'élèves et les comités de gestion des centres de santé auront à faire une demande par l'intermédiaire de la commune pour accéder à ce fonds.

Il pourra y avoir réhabilitation des forages ou de la pompe. L'entretien et la gestion de la pompe pourront être confiés à un opérateur privé si l'école ou le centre de santé se trouve dans la zone du ou des projets pilotes développés pour la professionnalisation de la chaîne de maintenance.

**Financement à inscrire au budget programme sur dix ans : 835,000 US\$**

## FICHES SYNTHETIQUES DU PLAN D'ACTION

**Coût global des actions :** 106.163.960.000 Fcfa  
189,995,000 US\$

**AXE :** ACCELERER LA DESSERTE  
**Financement :** 104.717.200.000 Fcfa  
186,745,000 US\$

### Fiche projet 1 : Augmenter la capacité d'exécution du secteur

Elaboration d'un manuel de procédure pour les maires (US\$ 40,000) ;  
Mise en place d'un système de collecte pour l'actualisation de la base de données (US\$ 20,000) ;  
Elaboration des critères de sélection des « bons projets » (US\$ 5,000) ;  
Elaboration de contrats - type pour la gestion des ouvrages d'eau (simples ou complexes) (US\$ 50,000)  
Conception de DAO simplifiés ;  
Fiche d'aide à la décision pour évaluer les offres des entreprises et bureaux d'études ;  
Amélioration de la communication interne pour le partage des informations au sein de la DGH et entre la DGH et les SDH (US\$ 20,000).

**Financements à inscrire dans le budget programme (Coût sur 1,5 an) :** 75 600 000 Fcfa  
135,000 US\$

Renforcement des services déconcentrés

Renforcement de leur rôle d'appui conseil auprès du préfet de département et des communes (100.000.000 Fcfa);  
Formations pour développer leurs capacités dans différents domaines : collecte d'information et fonctionnement de la base de données, procédures d'appel d'offres, service financier, contrôle, suivi, (60.000.000 Fcfa);  
Redéploiement de personnel de la DGH et recrutement (30.000.000 Fcfa).

**Financements à inscrire dans le budget programme (Coût sur 3 ans) :** 190.400.000 Fcfa  
340,000 US\$

Formation des communes sur leur rôle de maître d'ouvrage

Traitement des demandes d'eau potable ;  
Programmation de projets d'alimentation en eau potable dans les plans de développement communaux ;  
Recherche de financements pour la réalisation (budget programme ou autre source de financement) ;  
Recrutement de personnel comprenant au minimum un comptable, un ingénieur/technicien et un profil de sciences humaines.  
Appuis à la formation de ce personnel.

**Financements à rechercher pour le fonctionnement annuel d'une commune :** 33.600.000 Fcfa  
60,000 US\$

### Fiche projet 2 : Promotion du secteur privé

Introduction et démonstration de matériel simple de réalisation de forages (tubage à l'avancement, technique du battage dans le sédimentaire) ;  
Amélioration de l'équipement des entreprises locales pour augmenter leur capacité à répondre à la demande des travaux.

**Financements à rechercher pour un projet de démonstration :** 140.000.000 Fcfa  
500,000 US\$



Améliorer et valoriser les ouvrages de types familiaux :

Tester des méthodes à faible coût pour améliorer la potabilité de l'eau ;  
Susciter l'intérêt du secteur privé pour appuyer ces actions ;  
Développer un projet pilote pour tester la valorisation des ouvrages familiaux en faisant appel au petit secteur privé ;  
Suivi par la DGH de ces activités dans les régions pilotes pendant deux années.

Fonds à rechercher pour un projet de démonstration sur 2 ans : 280.000.000 Fcfa  
500,000 US\$

La possibilité de diversifier les sources de financement

Etude sur les possibilités de favoriser l'accès au système bancaire pour le secteur privé et les communautés ;  
Appui conseil aux communes (par un consultant, éventuellement) pour la préparation des dossiers de contrat et la négociation avec les opérateurs du secteur privé en vue de les inciter au financement des investissements contre leur participation à la gestion des ouvrages.

Financements pour consultation (sur 2 ans) : 28.000.000 Fcfa  
50,000 US \$

**Fiche projet 3 : La construction des points d'eau**

Construction de 11150 points d'eau modernes d'ici à 2015 selon les principes de la stratégie  
(149 millions US\$);  
Valorisation, développement et amélioration de solutions familiales : 4800 points d'eau (36,54 millions US\$).

Coût pour l'exécution des ouvrages sur dix ans : 103.910.000.000 Fcfa  
149 millions US\$

Axe : ASSURER LA DURABILITE DES INVESTISSEMENTS

Financement : 798.000.000 Fcfa  
1,425,000 US\$

**Fiche projet 4 :**

**Professionnalisation de la gestion des systèmes**

Développement d'un projet pilote sur deux ans ;  
Test dans 2 départements et 3 ou 4 communes (à définir) de la professionnalisation de la chaîne de maintenance ;  
Mise en place d'un fonds d'appui à la réhabilitation.

Financement à rechercher pour le projet de démonstration (sur deux ans) : 140.000.000 Fcfa  
250,000 US\$

Test d'une pompe à moindre coût

Introduire et tester une pompe à moindre coût sur les puits et les forages sur environ 30 sites ;  
Développer un projet pilote avec l'appui de spécialiste de ce type de pompes ;  
Financer les actions d'accompagnement à travers le projet pilote ;  
Organiser un voyage d'étude de la DGH pour visiter ce type de pompe.

Financement à rechercher pour le projet de démonstration (sur deux ans) : 112.000.000 Fcfa,

200,000 US\$

**Fonctionnement d'une base de donnée unifiée**

Rendre fonctionnelle la base de données par un système de collecte approprié et la formation du personnel (SDH, DGH) ;

**Financement à inscrire au budget programme pour la formation/information sur dix ans :**

308.000.000 Fcfa,

550,000 US\$

**Fonctionnement d'un cadre de concertation**

Mise en place un cadre formel de concertation pour améliorer la circulation des informations et harmoniser les approches ;

Rencontres périodiques de concertation au niveau des départements ;

Dissémination de l'information au sein des communautés.

**Financement à inscrire au budget programme pour sur dix ans :**

70.000.000 Fcfa

125,000 US\$

Intégrer les aspects genre à toutes les étapes des programmes d'alimentation en eau

Elaboration de modules de formation sur l'approche genre ;

Augmentation de points focaux « genre » dans les structures intervenant dans le secteur de l'eau ;

Formation des points focaux ;

Fonctionnement des points focaux.

**Financement à inscrire au budget programme pour des évaluations et formations annuelles (sur 10 ans):**

168.000.000 Fcfa

300,000 US\$

**Axe : AUGMENTER L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS**

**Financement :** 648.760.000 Fcfa

1,158,500 US\$

**Fiche projet 5 :**

**Développer une campagne d'information à grande échelle**

Recrutement de spécialiste en communication au sein de la DGH;

Audit de communication ;

Exécution de la campagne par une agence spécialisée en communication ;

Suivi et évaluation des impacts de la campagne.

**Financements à rechercher pour la préparation et la réalisation d'une campagne de communication (2-3 ans) :**

80.360.000 Fcfa

143,500 US\$

Organiser la promotion de l'hygiène par des campagnes de marketing social

Elaboration des outils de communication de concert avec la DHAB ;

Campagnes de marketing social menées par des agences spécialisées.

**Financements annuel à prévoir pour les activités de promotion à l'hygiène sur 10 ans :** 84.000.000 Fcfa

150,000 US\$

**Etablir des liens avec les structures spécialisées afin de développer des actions de prévention contre les IST/ SIDA**

Formations et recyclages systématiques du personnel impliqué dans les programmes d'alimentation en eau ;  
Elaboration de modules de formations et de fiches d'information sur la prévention des IST/ SIDA par la DGH.

**Financements annuel à prévoir pour les activités IST/SIDA sur 10 ans : 16.800.000 Fcfa  
30,000 US\$**

Prendre en compte les aspects sociaux dans les programmes d'alimentation en eau

Ecoles et centres de santé

Mise en place d'une ligne de financement spécifique dans le budget programme pour répondre à cette catégorie de besoins d'équipement en points d'eau.

**Financement à inscrire au budget programme sur dix ans : 460.000.000 Fcfa  
835,000 US\$**

STRATEGIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DU BENIN (2005 - 2015)

PLAN D'ACTION

Axes stratégiques	Actions	Composantes	Durée (an)	Coûts	
				(CFA)	(US\$)
<b>DESSERTÉ</b>	<b>Développement Capacité</b>				
		DGH	1,5	75 600 000	135 000
		SDH	3	190 400 000	340 000
		COMMUNES	3	100 800 000	180 000
	<b>Promotion Secteur Privé</b>				
		Amélioration équipement	2	140 000 000	250 000
		Ouvrages Familiaux	2	280 000 000	500 000
		Conseils	2	28 000 000	50 000
	<b>Construction / Réhabilitations</b>				
		Point d'eau Modernes	10	83 440 000 000	149 000 000
		Ouvrages familiaux	10	20 462 400 000	36 540 000
<b>Total AXE</b>				<b>104 717 200 000</b>	<b>186 995 000</b>
<b>DURABILITE</b>					
	<b>Professionnalisation</b>				
		Maintenance & Gestion	2	140 000 000	250 000
	<b>Pompe à faible coût</b>				
		Test - démonstration	2	112 000 000	200 000
	<b>Collecte de données</b>				
		Base données unifiées	10	308 000 000	550 000
	<b>Echanges d'expériences</b>				
		Cadre de concertation	10	70 000 000	125 000
	<b>Formations Genre</b>				
		Prise en compte du Genre	10	168 000 000	300 000
<b>Total AXE</b>				<b>798 000 000</b>	<b>1 425 000</b>
<b>DIFFUSION D'IMPACTS</b>					
	<b>Communication</b>				
		Campagne à grde échelle	3	80 360 000	143 500
		Marketing social Hygiène	10	84 000 000	150 000
	<b>Collaboration Intersectorielle</b>				
		Préventions IST/SIDA	10	16 800 000	30 000
	<b>Actions sociales</b>				
		Ecoles et centres santé	10	467 600 000	835 000
<b>Total AXE</b>				<b>648 760 000</b>	<b>1 158 500</b>
<b>TOTAL PLAN D'ACTION</b>				<b>106 163 960 000</b>	<b>189 578 500</b>

Le présent plan d'action devant couvrir la période 2005-2015 constitue un important outil de planification et de programmation, mieux il est également un instrument pour la mobilisation des ressources idoines à la mise en œuvre effective de la nouvelle stratégie d'AEP

Avec la nouvelle approche programmatique du budget programme en cours depuis l'année 2002 dans le secteur de l'hydraulique, il importe d'imbriquer le plan d'action 2005-2015 dans le socle du budget programme afin de montrer non seulement sa cohérence avec ce dernier mais aussi de faciliter aux partenaires au développement du secteur de l'hydraulique de circonscrire les points d'encrage de ce plan avec le budget programme.

### **Articulation du plan d'action 2005-2015 avec le budget programme**

La mise en œuvre du plan d'action 2005-2015 se fera à travers les budgets programmes successifs de la période de référence. En effet, le programme Approvisionnement en eau potable et gestion des ressources en eau sera le réceptacle du plan d'action 2005-2015. Ainsi, le tableau ci-après présente les articulations dudit plan avec le budget programme du secteur de l'hydraulique. Il convient de rappeler que ce budget programme vise pour l'essentiel un unique objectif à savoir :

**EAU POUR TOUS ET POUR TOUT : Améliorer les conditions de vie de la population rurale de façon durable grâce à la maîtrise, la valorisation, la gestion et à l'exploitation rationnelle des ressources en eau.**

Cet objectif se décline en trois objectifs spécifiques qui justifient la formulation du programme intitulé : Approvisionnement en Eau Potable et Gestion des Ressources en Eau dans le budget programme de la DGH. Ces objectifs spécifiques s'énoncent comme suit :

**1er objectif : Fournir aux populations vivant en zone rurale un accès à des points d'eau potable gérés conformément à la stratégie d'approvisionnement en eau potable.**

**2<sup>ème</sup> objectif : Améliorer la connaissance et la gestion des ressources en eau du Bénin pour une exploitation durable et partagée entre les différents usages**

**3<sup>ème</sup> objectif : Augmenter l'efficacité et la capacité de mise en œuvre de la DGH et des SH dans les activités de planification et de suivi en poursuivant la déconcentration et l'appui à la décentralisation.**

Le tableau ci-après met en relief les articulations du plan d'action 2005-2015 avec le budget programme .

**ARTICULATION DU PLAN D'ACTION AVEC LES OBJECTIFS DU BUDGET PROGRAMME , PERIODE 2005-2015**

OBJECTIFS PROGRAMMATIQUES	AXES STRATEGIQUES	PROJETS <sup>3</sup>	DUREE ( mois)	COUT	
				(US \$) <sup>4</sup>	(Millions F CFA)
I- Fournir à 4. millions de personnes vivant en zone rurale un accès à des points d'eau potable gérés conformément à la stratégie d'approvisionnement en eau potable.	1. Accélérer la desserte	Augmentation de la capacité d'exécution du secteur	18	135 000	75 , 6
		Renforcement des services déconcentrés	36	340 000	190 , 4
		Formation des communes sur leur rôle de maître d'ouvrage	12	180 000	100 , 8
		Promotion du secteur privé	48	800 000	448
		Construction des points d'eau	120	149 000 000	83 440
		Valorisation, développement et amélioration de solutions familiales	120	36 540 000	20 462 , 4
<b>CUMUL DES FINANCEMENTS RECHERCHES POUR L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF 1</b>				<b>150 585 000</b>	<b>104 717 , 2</b>
II- Améliorer la connaissance et la gestion des ressources en eau du Bénin pour une exploitation durable et partagée entre les différents usagers	2. Assurer la durabilité des investissements	Professionnalisation de la gestion des systèmes	24	250 000	140
		Test d'une pompe à moindre coût	24	200 000	112
		Fonctionnement d'une base de donnée unifiée et partagée entre les différents utilisateurs pour pouvoir suivre la couverture	120	550 000	308

<sup>3</sup> 1 Il s'agit des projets dont le financement est recherché.

<sup>4</sup> Base de change, 1US\$ pour 560 F CFA.

OBJECTIFS PROGRAMMATIQUES	AXES STRATEGIQUES	PROJETS <sup>3</sup>	DUREE ( mois)	COUT	
				(US \$) <sup>4</sup>	(Millions F CFA)
II- Améliorer la connaissance et la gestion des ressources en eau du Bénin pour une exploitation durable et partagée entre les différents usagers	2. Assurer la durabilité des investissements	Fonctionnement du cadre de concertation de tous niveaux	120	125 000	70
		Intégration des aspects genre à toutes les étapes des programmes d'alimentation en eau	120	300 000	168
<b>CUMUL DES FINANCEMENTS RECHERCHES POUR L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF 2</b>				<b>1 425 000</b>	<b>798</b>
III- Augmenter l'efficacité et la capacité de mise en œuvre de la DGH et des SH dans les activités de planification et de suivi en poursuivant la déconcentration et l'appui à la décentralisation	3. Augmenter l'impact des investissements	Développement d'une campagne d'information à grande échelle pour faire connaître la stratégie pour le développement du secteur de l'eau potable en milieu rural	36	143 500	80,36
		Promotion de l'hygiène par des campagnes de marketing social	120	150 000	84
		Etablissement de liens avec les structures spécialisées afin de développer des actions de prévention contre le SIDA	120	30 000	16,8
		Prise en compte les aspects sociaux dans les programmes d'alimentation en eau	120	835 000	467,6
<b>CUMUL DES FINANCEMENTS RECHERCHES POUR L'ATTEINTE DE L'OBJECTIF 3</b>				<b>1 158 500</b>	<b>648,76</b>
<b>COUT GLOBAL DES BESOINS DE FINANCEMENT 2005-2015</b>				<b>189 578 500</b>	<b>106 163,96</b>

